



Une industrie verte
au service de la reprise
et de la croissance
mondiales

CONFÉRENCE GÉNÉRALE Treizième session
8 décembre 2009, Centre international de Vienne

PROGRAMME RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE

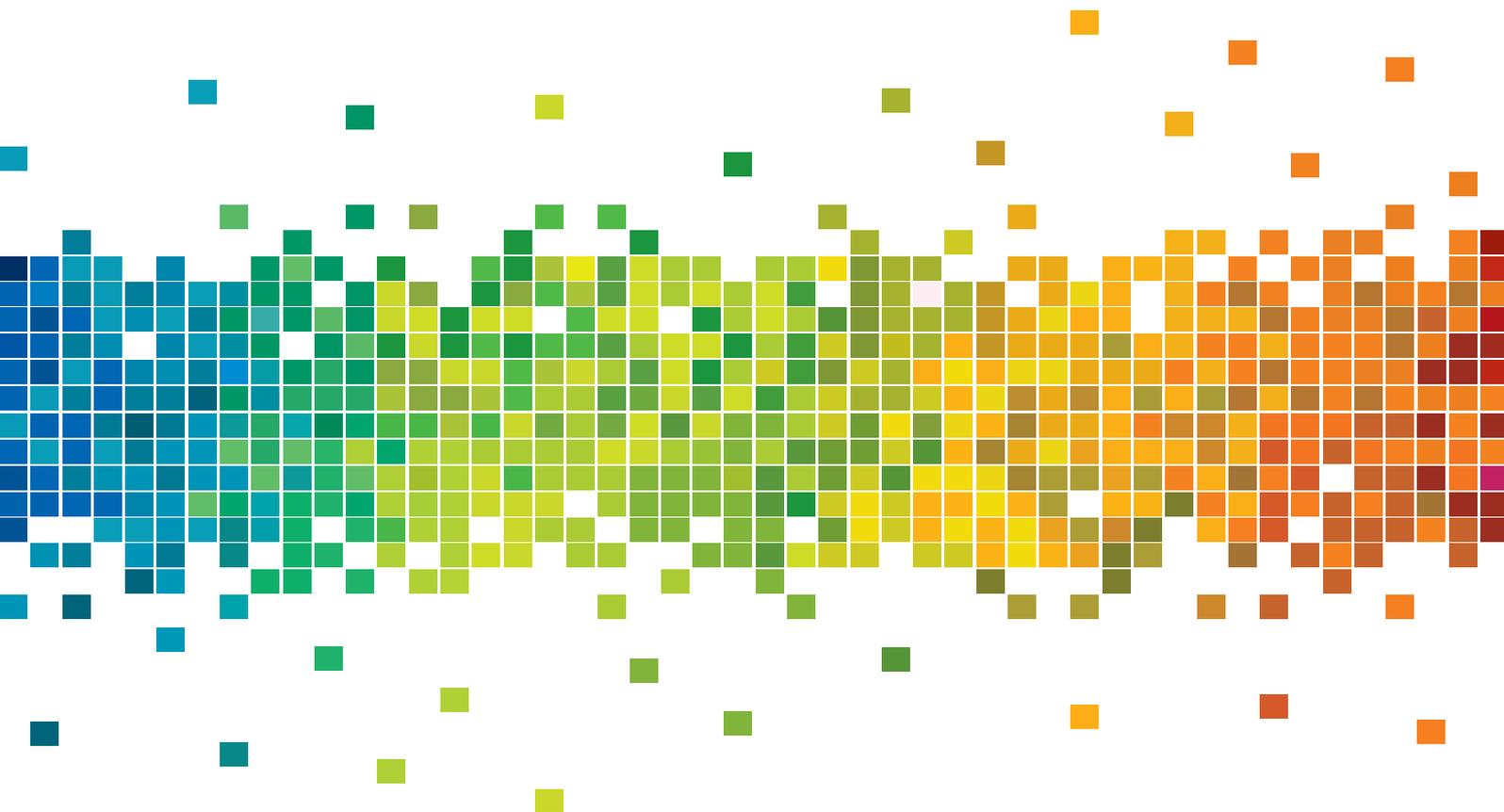


Table ronde

Vers la durabilité du secteur
des biocarburants en Afrique

Note d'information



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



I. Introduction

Le développement des biocarburants, notamment dans le contexte du développement de l'Afrique, est une question controversée qui a récemment suscité un très grand intérêt parmi les responsables politiques, les praticiens du développement, les donateurs et autres parties prenantes. Pour permettre de mieux comprendre les questions de fond liées au développement des biocarburants en Afrique, la présente table ronde offre l'occasion d'échanger des informations et des idées et de tenir des discussions entre décideurs de haut niveau sur la façon dont l'Afrique pourrait continuer à développer son potentiel de production de biocarburants de manière durable.

La table ronde vise notamment les objectifs suivants:

- a) Meilleure compréhension, par les responsables politiques et les praticiens du développement, des opportunités et problèmes potentiels associés au développement des biocarburants en Afrique;
- b) Propositions concrètes et mesures de suivi visant à davantage soutenir les modes durables de production de biocarburants dans la région;
- c) Cadre pour une coordination renforcée entre les principaux acteurs du développement durable des biocarburants en Afrique, compte tenu des initiatives nationales et régionales dans ce domaine.

II. Considérations générales

Les effets combinés des changements climatiques, de l'instabilité chronique des prix des carburants, de la crise alimentaire récente et des turbulences économiques mondiales ont fait prendre conscience aux responsables politiques, aux spécialistes du secteur et aux praticiens du développement de l'urgence qu'il y avait à trouver des solutions durables et viables dans le domaine des biocarburants. Ce sentiment d'urgence s'est traduit par une expansion rapide de la production et des marchés mondiaux des biocarburants depuis quelques années. En Afrique, bien qu'il soit difficile d'obtenir des chiffres précis à ce sujet, un certain nombre de projets importants ont été lancés dans différents pays. Cet intérêt particulier pour les biocarburants en Afrique est dû à plusieurs facteurs, dont l'instabilité accrue des prix du pétrole, les divers efforts en cours pour redynamiser le secteur agricole face aux prix bas des matières premières, les réformes des politiques agricoles et commerciales, les défis environnementaux aux niveaux local et mondial, la nécessité de créer de nouveaux emplois et de promouvoir le développement rural et la nécessité d'améliorer l'accès à l'énergie dans les zones rurales reculées. Les biocarburants revêtent une importance particulière en Afrique. De par ses conditions climatiques naturelles et ses ressources en terre et en eau, l'Afrique est le continent qui aurait le plus grand potentiel en matière de cultures destinées à la production de bioénergie à l'échelle mondiale. Il n'est donc pas surprenant que les dirigeants, industriels et investisseurs africains s'intéressent sérieusement aux opportunités que présente le développement des biocarburants.

Le développement des biocarburants en Afrique présente un certain nombre d'avantages notables. Quarante-deux pays africains sont des importateurs nets de pétrole, ce qui les rend particulièrement vulnérables à la volatilité des prix du pétrole au niveau mondial et fortement dépendants des devises pour satisfaire leurs besoins énergétiques nationaux. Les activités et secteurs à forte intensité énergétique continuent à pâtir du manque général de sources d'énergie fiables au niveau national et des cours élevés du pétrole au niveau international. La production de biocarburants dans ces pays est souvent considérée comme un moyen de stabiliser l'approvisionnement national face aux aléas du marché énergétique international. Le développement des

biocarburants dans les zones rurales reculées est également perçu comme une solution potentielle pour améliorer l'accès de ces zones souvent mal desservies aux sources d'énergie. Si l'électrification basée sur les biocarburants ne crée pas directement d'activité industrielle ni d'emplois dans les zones rurales, une bonne combinaison de moyens d'action, englobant une réglementation en matière d'environnement et des mesures en faveur du développement du secteur privé et de l'agro-industrie, peut transformer les économies locales, notamment en permettant d'accroître la valeur ajoutée dans l'agriculture, de reboiser des zones arides et de créer des emplois dans la production de carburants et d'énergie électrique au niveau local.

S'il est certain que ces possibilités existent, en particulier dans un environnement où des entreprises rurales sont bien établies et où des institutions d'appui sont en place, les cultures énergétiques ne sont pas forcément la panacée pour le développement rural. Les risques et problèmes associés à la production de biocarburants ne sont pas encore très bien compris. Ce peut être notamment l'extension non maîtrisée des terres agricoles, une déforestation accrue, les inconvénients des monocultures, une plus grande pollution de l'eau, la dissémination d'organismes génétiquement modifiés, l'aggravation de l'insécurité alimentaire et les mauvaises conditions de travail. Étant donné que les économies d'échelle sont importantes dans la production de biocarburants, les petits exploitants risquent d'être obligés de cesser leur activité et de céder leurs terres au profit des grandes entreprises, ce qui accroîtrait encore l'insécurité alimentaire. Pour faire face à ces défis potentiels, le développement des biocarburants doit systématiquement s'appuyer sur des critères de durabilité solides et des politiques en matière de zonage agricole/industriel fondées sur les besoins et objectifs de développement locaux.

Faute de données suffisantes sur les risques potentiels et les opportunités, les décideurs sont actuellement contraints de prendre des décisions sur des questions difficiles concernant les biocarburants sans pouvoir s'appuyer sur des informations et analyses adéquates. Cela pose d'autant plus problème que les responsables politiques africains considèrent les agro-industries comme l'un des rares domaines où l'Afrique possède un avantage comparatif par rapport à d'autres régions et qu'ils doivent décider comment en tirer le meilleur parti. À ce jour, un certain nombre de pays africains ont signé des accords avec des investisseurs étrangers afin que de vastes étendues de terre soient consacrées à la production de biocarburants et d'aliments. Toutefois, seuls quelques pays, dont le Mozambique et l'Afrique du Sud, ont mis en place un cadre de politique générale clair pour assurer la durabilité du secteur des biocarburants.

L'ONUDI et les biocarburants (énergies renouvelables)

L'attachement au développement durable des biocarburants en Afrique aux niveaux politiques les plus élevés est évident. Ainsi, dans la Déclaration d'Addis-Abeba sur le développement durable des biocarburants en Afrique, les participants au premier séminaire de haut niveau sur les biocarburants en Afrique (Addis-Abeba, 30 juillet-1er août 2007) ont mis en relief les défis que les décideurs devaient relever lorsqu'ils définissaient des stratégies et des politiques relatives au développement durable des biocarburants¹. L'absence de données solides et d'analyses objectives dans ce domaine est frappante compte tenu de ce que le secteur pourrait apporter en termes de création d'emplois et de sécurité énergétique, en particulier dans les zones rurales – les plus pauvres – du continent. À cet égard, il a été souligné dans la Déclaration que l'Afrique avait notamment besoin de politiques et de stratégies rationnelles, d'un renforcement des capacités institutionnelles, d'un transfert de technologies et de travaux de recherche ciblés. Les institutions régionales, agissant en collaboration avec d'autres organes d'experts et organismes financiers internationaux, ont une responsabilité particulière à cet égard. Ainsi, la table ronde pourrait se pencher sur les thèmes suivants:

¹La Déclaration est le principal résultat du premier séminaire de haut niveau sur les biocarburants en Afrique qui a été organisé conjointement par l'Union africaine, le Gouvernement brésilien et l'ONUDI (le texte de la Déclaration est disponible à l'adresse suivante: www.unido.org/fileadmin/ext_media/Services/Energy_and_Climate_Change/Renewable_Energy/Conference_Ethiopia/Declaration.pdf).



Vers la durabilité du secteur des biocarburants en Afrique

- a) Mise en place de capacités pour produire des données de meilleure qualité sur le développement des biocarburants dans tous les pays;
- b) Désignation d'organismes neutres et objectifs pour réaliser des analyses socio-économiques et faire des recommandations qui visent des zones géographiques ciblées et qui soient susceptibles de constituer une base fiable pour l'élaboration des politiques;
- c) Planification et examen des mesures de suivi dans le cadre d'un atelier spécial regroupant les diverses parties concernées, à savoir les responsables politiques clefs, les organisations internationales compétentes, des organismes d'experts et des partenaires internationaux potentiels en 2010.

À ce propos, la Conférence internationale sur les énergies renouvelables en Afrique, organisée conjointement par le Gouvernement sénégalais, l'Union africaine, le Ministère allemand de la coopération économique et du développement et l'ONUDI, s'est tenue à Dakar du 16 au 18 avril 2008. Dans sa déclaration, la Conférence a adopté un plan d'action comptant les cinq axes de programmation prioritaires suivants: cadre stratégique, réglementaire et institutionnel; renforcement des capacités et acquisition de compétences; mise en place de moyens de financement; énergies renouvelables au service de la création d'entreprises et de l'industrialisation; et action transversale axée sur le développement des énergies renouvelables. Il a été recommandé que l'Union africaine et l'ONUDI dirigent ensemble la mise en œuvre de ce plan d'action et s'appuient sur les mécanismes existants afin de mettre en place un groupe de haut niveau pour la promotion des politiques au niveau ministériel.

III. Sujets d'intérêt

Question 1:

Quelle part du potentiel de production de biocarburants en Afrique peut être réalisée de manière durable compte tenu de la situation actuelle dans les zones rurales? Comment l'Afrique peut-elle mobiliser les ressources et les capacités nécessaires pour exploiter ce potentiel?

Différentes études ont été menées sur le potentiel de production de biocarburants en Afrique. Si les chiffres et les détails varient de l'une à l'autre, ces études montrent généralement que l'Afrique a dans ce domaine un potentiel important. Étant donné que les systèmes de production agricole existants sont largement inefficaces et non mécanisés, il reste à déterminer comment l'Afrique peut réaliser ce potentiel de manière durable. De même, sans parler des caractéristiques naturelles, les responsables politiques doivent mieux appréhender les choix politiques possibles concernant les autres ressources et capacités nécessaires en vue d'élaborer un cadre de production de biocarburants viable et durable.

Question 2:

Quelles sont les cultures énergétiques et les techniques de conversion prioritaires en Afrique? En quoi la production à grande échelle de ces cultures pourrait-elle affecter les communautés locales?

Les méthodes de production employées dans les principaux pays producteurs de biocarburants ont atteint différents niveaux de sophistication grâce à l'appui fourni aux secteurs agro-industriels. Compte tenu des systèmes agricoles et agro-industriels et des conditions climatiques en Afrique, il est important d'étudier les types de cultures énergétiques qui conviennent aux différentes zones de la région. Étant donné l'ampleur des

économies d'échelle qui peuvent être réalisées dans ce domaine, ce type de production en Afrique sera sans nul doute piloté, à des degrés divers, par de gros systèmes agro-industriels. Il est donc important de comprendre, lors de la planification et de l'élaboration des politiques, quelles incidences ces systèmes pourraient avoir sur les communautés et l'environnement locaux.

Question 3:

Dans quelle mesure le débat "aliments contre carburants" concerne-t-il l'Afrique?

Il va sans dire que les conditions climatiques changeantes, les désordres civils, l'inefficacité des modes d'exploitation des sols et les lacunes actuelles des systèmes de distribution alimentaire en Afrique ont entraîné une pauvreté et une famine persistantes en de nombreux endroits du continent. Le débat sur les bénéfices potentiels de la production de biocarburants doit donc tenir pleinement compte de ces défis sous-jacents. Des études ont déjà montré qu'il existait un bon potentiel de production, mais il est nécessaire d'examiner objectivement les facteurs socio-économiques et les effets qu'aurait la production de carburant à grande échelle dans certaines zones géographiques, en tenant dûment compte des questions de production et de sécurité alimentaires, pour fournir aux responsables politiques les données analytiques dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées.

Question 4:

En quoi les normes/garanties de durabilité affecteront-elles les marchés locaux et internationaux des biocarburants? De quoi l'Afrique a-t-elle besoin pour être en mesure d'intégrer les normes de durabilité dans ses systèmes de production de biocarburants?

On s'accorde généralement à reconnaître que le développement des biocarburants, en particulier de ceux qui sont destinés aux marchés internationaux, doit répondre aux normes de durabilité convenues sur le plan international. Plusieurs tentatives d'élaboration de telles normes ont déjà été faites pour ce secteur. On peut également s'attendre à ce que diverses normes volontaires apparaissent dans un avenir proche à l'initiative des investisseurs. Compte tenu de l'état du secteur agricole en Afrique, il est important d'examiner en quoi le recours à des normes de durabilité affectera le potentiel de la région d'attirer effectivement les investisseurs et de se faire une place sur le marché international des biocarburants. Les responsables politiques devront déterminer, en collaboration avec les experts, l'appui et les capacités qui sont nécessaires, en fonction du contexte local, pour intégrer au mieux les normes de durabilité dans les systèmes de production de biocarburants.

Question 5:

Quels types de partenariats peuvent permettre le transfert de technologies et de connaissances et la création des capacités nécessaires à tous les niveaux pour soutenir le développement durable des biocarburants en Afrique?

Comme dans tout nouveau domaine du développement industriel, les efforts visant à réaliser le potentiel de l'Afrique en matière de biocarburants doivent s'accompagner de politiques rationnelles s'appuyant sur des travaux de recherche-développement objectifs, le transfert de technologie et de connaissances, en particulier par le biais d'investissements privés, et le renforcement des capacités aux niveaux national et local. Il est certes possible de faire beaucoup au moyen d'une action individuelle au niveau national, si tant est qu'elle intègre les bonnes parties prenantes, mais il est généralement admis que la dimension régionale et les partenariats internationaux sont déterminants dans tout nouveau domaine du développement industriel. C'est pourquoi la table ronde examinera les partenariats susceptibles d'apporter les connaissances, l'expérience et les technologies nécessaires dans le domaine du développement des biocarburants.



IV. Questions à débattre

- Quel est le potentiel réel de l'Afrique en matière de biocarburants?

- Quelles stratégies permettraient d'intégrer de manière systématique les cadres de durabilité dans les systèmes de production de biocarburants?

- Quels sont les cadres politique, juridique, réglementaire et institutionnel requis pour promouvoir le développement durable des biocarburants?

- Quelles stratégies faut-il mettre en place pour parvenir à un équilibre entre les intérêts du secteur privé pour le développement des biocarburants et la nécessité de faire en sorte que ce développement serve la réduction de la pauvreté?

- Quels enseignements peut-on tirer de certaines études de cas menées en Afrique et dans d'autres régions?

- Comment identifier au mieux les rôles et les besoins des différentes parties prenantes à la chaîne de valeur des biocarburants?

V. Agenda

1. Discours de bienvenue et introduction: Todd Benjamin, Ancien éditeur financier international à Cable News Network
2. Discours de présentation: Abeeku Brew-Hammond, Professeur à l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah
3. Débat d'experts (animé par Todd Benjamin).

Participants:

- Judi Wangalwa Wakhungu, Directrice exécutive de l'African Centre for Technology Studies;
 - Andrew Makenete, Président de la Southern African Biofuels Association;
 - Abeeku Brew-Hammond, professeur au Centre de l'énergie de l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah;
 - Ruud van Eck, Président-Directeur général de Diligent Energy Systems;
 - Pradeep Monga, Directeur du Service de l'énergie et du changement climatique de l'ONUDI.
4. Débat libre.
 5. Observations finales de l'animateur.

Le Directeur général participera au débat.

VI. Notices biographiques

Todd Benjamin

Ancien éditeur financier international à Cable News Network

M. Benjamin est un journaliste primé qui a travaillé pendant 26 ans à Cable News Network (CNN) à Washington, New York, Tokyo et Londres. Il occupe aujourd'hui un poste de haut conseiller chez Xynteo, groupe international de conseil en gestion. M. Benjamin est également chargé de cours en direction d'entreprise invité à la London Business School, dans le cadre du programme Executive Education. Il consacre une grande partie de son temps à prononcer des discours et à animer des débats dans le cadre de conférences et d'événements majeurs.

Abeeku Brew-Hammond

Professeur à l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah

M. Brew-Hammond a été responsable du secrétariat technique du Partenariat pour l'énergie du village planétaire. Il a également dirigé le Kumasi Institute of Technology Energy and the Environment (KITE), organisation non gouvernementale à vocation régionale basée au Ghana et spécialisée en politiques énergétiques et en développement de projets. Entre 2002 et 2004, il a occupé le poste de chef du département de génie mécanique à l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah, au Ghana.

Judi Wangalwa Wakhungu

Directrice exécutive de l'African Centre for Technology Studies

M^{me} Wakhungu est Directrice exécutive de l'African Centre for Technology Studies (Kenya), groupe de réflexion intergouvernemental sur les politiques scientifiques, technologiques et environnementales qui génère et diffuse de nouvelles connaissances par le biais de l'analyse des politiques, du renforcement des capacités et de la sensibilisation. Elle a mené des recherches et beaucoup publié dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation; de l'agriculture et de la sécurité alimentaire; de la biodiversité et de la gestion des ressources naturelles; de l'énergie et de la sécurité de l'eau; et de l'égalité entre hommes et femmes dans les sciences et technologies.

Andrew Makenete

Président de la South African Biofuels Association

M. Makenete a travaillé dans le secteur agricole et occupé de nombreux postes dans le secteur privé. En 2006, il a été élu personnalité agricole nationale de l'année par l'Agricultural Writers' Association of South-Africa. M. Makenete a été Président adjoint de la Chambre agricole et Président du Maize Trust. Il est actuellement responsable de la stratégie de la Land Bank d'Afrique du Sud.

Ruud van Eck

Président-Directeur général de Diligent Energy Systems

M. van Eck est le fondateur de Diligent Energy Systems, entreprise qui produit des biocarburants à partir de plantes tropicales, notamment du biogazole à partir du médiciner (*Jatropha curcas*) et du bioéthanol à partir des résidus de la production de café en Colombie. M. van Eck est également cofondateur et membre du Conseil d'administration de la fondation Fuels from Agriculture in Communal Technology (FACT), qui promeut les biocarburants durables pour les communautés locales des pays en développement.

Pradeep Monga

Directeur du Service de l'énergie et du changement climatique de l'ONUDI

M. Monga est un spécialiste de la planification des politiques énergétiques, des technologies de l'énergie et des mécanismes de financement. Il est actuellement chargé de fournir des conseils stratégiques sur les questions de politique énergétique, de superviser les réseaux de centres de technologie énergétique et d'assurer la coordination avec les membres d'ONU-Énergie sur les questions relatives à l'énergie et au climat. Il a présenté plusieurs documents techniques dans le domaine de l'énergie et participé à plusieurs ouvrages.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Centre international de Vienne, Boîte postale 300, 1400 Vienne (Autriche)

Téléphone: (+43-1) 26026-0, Télécopieur: (+43-1) 26926-69

Courrier électronique: unido@unido.org, Site web: www.unido.org